



Points clés

- Depuis 2015, l'Afrique a subi [des revers dans le maintien des normes sur les limites de mandats](#). Depuis lors, dans 13 pays, des dirigeants ont contourné ou supervisé l'affaiblissement des restrictions aux limitations de mandats qui existaient au préalable :
 - Algérie
 - Burundi
 - Comores
 - Côte d'Ivoire
 - Égypte
 - Guinée
 - Ouganda
 - République démocratique du Congo
 - République du Congo
 - Rwanda
 - Soudan du Sud
 - Tchad
 - Togo
- Malgré ces revers, la tendance n'est pas à sens unique. Plusieurs pays africains ont renforcé ou respecté les limites de mandats depuis 2015, notamment le Bénin, le Liberia, la Mauritanie, le Sénégal et les Seychelles. Ces pays font partie d'un groupe de 21 pays d'Afrique qui continuent de respecter les limitations de mandats. Par ailleurs, le Burkina Faso, la République centrafricaine et la Gambie ont tenu ou vont tenir des référendums constitutionnels afin d'adopter des limites de mandats.

- D'importantes différences régionales existent en matière de respect aux limitations de mandat. Les pays d'Afrique australe et de l'est font preuve de la plus grande adhérence à ces normes alors que de grandes parties de l'Afrique du nord, centrale et de la Corne ont failli à cet égard.
- L'absence de limites efficaces sur les mandats est la cause du maintien au pouvoir de 10 dirigeants pour une durée de plus de 20 ans ainsi que du maintien de deux dynasties familiales au pouvoir depuis plus de 50 ans :

Pays	Dirigeant	Années
Gabon	Dynastie Bongo	53
Togo	Dynastie Gnassingbé	53
Guinée équatoriale	Teodoro Obiang	41
Cameroun	Paul Biya	38
Eswatini	Roi Mswati III	34
Ouganda	Yoweri Museveni	34
Tchad	Idriss Déby	30
Érythrée	Isaias Afwerki	27
République du Congo	Denis Sassou-Nguesso	23
Djibouti	Ismail Omar Guelleh	21
Maroc	Roi Mohammed VI	21
Rwanda	Paul Kagame	20

- L'affaiblissement des limites de mandats représente un revers pour la bonne gouvernance en Afrique :
 - Les dirigeants de pays avec une limitation de mandats sont au pouvoir depuis en moyenne 4 ans. Ceux qui ont modifié ou éliminé ces limites sont au pouvoir pour une durée médiane de 10 ans.
 - Récemment, des dirigeants de longue date se sont vus limogés par des anciens alliés politiques, mais ceux-ci représentent dans la pratique une continuation des structures politiques existantes. Si ces régimes sont inclus, c'est à dire l'Algérie, le Burundi, la République démocratique du Congo, le Soudan, et le Zimbabwe, la médiane des années au pouvoir atteint 17 ans.
 - Neuf des 10 pays qui font face à des conflits internes n'ont pas de limites de mandats (si l'on exclue ceux qui font face à des insurrections de groupes islamistes militants).
 - Sur les 10 pays africains qui sont le plus à l'origine des [29 millions de réfugiés ou déplacés en interne](#), huit sont des pays sans limites de mandats.
 - Alors même que la corruption est un défi pour de nombreux pays africains, elle est particulièrement pernicieuse dans les pays sans limitations de mandats. Dans les pays qui ont modifié ou éliminé ces limites, le rang médian dans l'index des perceptions de corruption de Transparency International est de 145 sur 180. Ce rang est de 57 places plus bas que pour les pays où les limitations de mandats sont respectées.
- [L'Afrique doit tenir 34 élections présidentielles](#) entre 2019 et 2021. Dans un tiers de ces pays, la question des limitations de mandats est cruciale. En effet, les moyens souvent controversés par lesquels les dirigeants restent au pouvoir minent la légitimité que ces processus électoraux sont sensés générer.
- [L'institutionnalisation des limitations de mandats en Afrique](#) fait partie de réformes commencées dans les années 1990 pour contrer l'héritage d'un pouvoir trop concentré dans les mains de l'exécutif. Étant donné la faiblesse relative d'institutions démocratiques indépendantes telles que le parlement, la justice, le service civil, les forces de sécurité, les médias, les médiateurs et les banques centrales, les limites de mandats sont perçues comme un élément important des contrepouvoirs.